

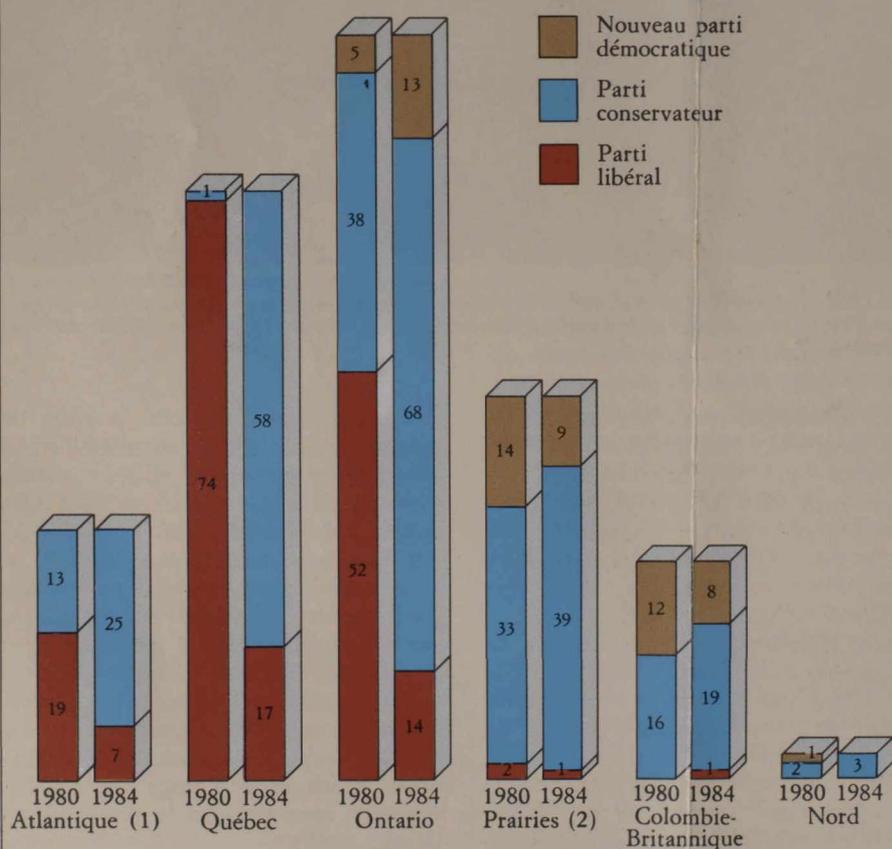
## La victoire du Parti conservateur

→  
personnalisées. Nombre d'électeurs votent pour un candidat local dans le dessein de favoriser le chef du parti pour lequel il se présente.

Ayant pris pour slogan « Passons vite à l'action », M. Turner axa la campagne du parti libéral sur les problèmes économiques : l'emploi, la formation des jeunes, la création d'entreprises, le déficit budgétaire. Sur le plan constitutionnel, il déclara qu'il ne négocierait qu'avec un gouverne-

et pour l'harmonisation des politiques entre le pouvoir fédéral et les provinces ; il déclara qu'il s'efforcera de collaborer avec tout gouvernement élu du Québec. Quant à M. Broadbent, leader du Nouveau parti démocratique, il demanda, entre autres, la création d'une taxe sur les exportations de capitaux et d'un impôt minimal sur les hauts revenus. Prenant la défense des « citoyens ordinaires », il renvoya dos à dos les chefs des deux grands partis

### La répartition des sièges à la Chambre des communes



1. Terre-Neuve, Ile-du-Prince-Edouard, Nouveau-Brunswick.  
2. Manitoba, Saskatchewan, Alberta.

ment québécois qui soit fédéraliste. M. Mulroney, dont le slogan était « Ça va changer », tira parti de la longue présence des libéraux au gouvernement — vingt ans — et il leur imputa la responsabilité des difficultés économiques. Il promit de favoriser les investissements étrangers. Sur le plan constitutionnel, il plaida pour le respect des compétences provinciales

— les « jumeaux de Bay Street », quartier financier de Toronto — et se présenta comme le seul artisan du changement.

La campagne électorale a été, plus encore peut-être que la précédente, fortement marquée par les techniques modernes d'organisation et d'information. Pendant plus d'un mois, les trois principaux leaders ont été l'objet d'une surveil-

lance constante de la part des médias. Silonnant le Canada en tout sens en compagnie de journalistes, ils ont été amenés à faire sur tout sujet de nombreuses interventions improvisées. Dans cet exercice, M. Mulroney paraît avoir dès le début pris l'avantage sur M. Turner. Son sens de la communication et son aisance dans la discussion lui ont souvent permis de s'imposer. Il en a été ainsi au cours des deux débats télévisés, l'un en français, l'autre en anglais, qui ont donné le ton des échanges avant même l'ouverture officielle de la campagne. Cette épreuve publique pourrait avoir joué un rôle important dans l'évolution des intentions de vote : jusque-là favorable aux libéraux, le

**Brian Mulroney** est né en 1939 à Baie-Comeau (Québec), petite ville située sur la « Côte Nord », rive gauche de l'estuaire du Saint-Laurent. Après des études de droit et d'économie, en particulier à l'université Laval, il entre à Montréal dans un cabinet de conseillers juridiques où il exerce jusqu'à l'âge de trente-sept ans. Militant du Parti conservateur depuis sa jeunesse, il gravit rapidement les échelons de la carrière politique, sans cependant se présenter à la députation. En 1976, il est déjà candidat à la direction de son parti, mais le congrès de nomination lui préfère Joe Clark, qui gagnera, bien que de justesse, les élections de 1979 et sera premier ministre du Canada pendant neuf mois. Brian Mulroney prend alors la direction de l'Iron Ore Company, filiale d'une société américaine qui exploite des mines de fer dans la péninsule du Québec-Labrador. En 1983, il se présente de nouveau à la direction du Parti conservateur. Au cours d'un nouveau congrès de nomination, il l'emporte sur Joe Clark avec 54,5 p.100 des voix des congressistes. A la faveur d'une élection partielle, il se fait alors élire, dans une circonscription de Nouvelle-Ecosse, député à la Chambre des communes et il devient chef de l'opposition (gouvernement libéral de Pierre Elliott Trudeau). Depuis les élections du 4 septembre, il représente la circonscription québécoise qui comprend Baie-Comeau, sa ville natale. D'origine irlandaise et catholique, Brian Mulroney est de langue maternelle anglaise et parfaitement bilingue.

sens des sondages s'est alors inversé. Tout au long de la campagne, les sondages n'ont d'ailleurs pas cessé d'être largement diffusés. Selon l'un des derniers qui aient été publiés et dont les résultats sont très voisins de ceux du scrutin, M. Mulroney était celui des trois candidats qui ferait « le meilleur premier ministre » aux yeux de quarante Canadiens sur cent (M. Turner : 20 p.100, M. Broadbent : 20 p.100) et « le plus aimable » pour 38 p. 100 (M. Broadbent : 25 p. 100, M. Turner : 22 p. 100). Plus des deux tiers des personnes interrogées déclaraient ne pas faire de différence entre M. Mulroney et M. Turner sur le plan politique. ■